

**Les paysans polonais au cours du 20^{ème} siècle
Aspects politiques et sociaux des évolutions**

L'étude de l'évolution du monde rural polonais au cours du 20^{ème} siècle amène à constater un paradoxe. En effet, d'une part, si la population qui vivait d'agriculture à la fin de la 1^{ère} guerre mondiale représentait plus de 60% de la population globale, en 2002, elle ne représentait plus que 12% de la structure professionnelle. Mais d'autre part, une chose reste : ce qu'en Polonais on appelle « szachownica », c'est-à-dire l'échiquier constitué par la structure des terres cultivées, qui sont, dans certaines régions, émiettées en minuscules parcelles mitoyennes. C'est un phénomène qui trouble les agriculteurs de la partie occidentale de l'Union Européenne, qui ont oublié depuis longtemps ce genre de paysage rural.

Ce paradoxe s'explique aisément par l'histoire :

- l'histoire de deux changements de frontières, celui issu de la 1^{ère} guerre mondiale par lequel l'état polonais s'est reconstitué, après plus de 120 ans de partage entre trois empires, et celui issu de la deuxième guerre mondiale. Deux changements de frontières, et aussi deux réformes agraires au cours du 20^{ème} siècle qui ont été menées selon des principes politiques différents.

- l'histoire de deux étapes de l'industrialisation de la Pologne au 20^{ème} siècle.

Nous diviserons notre exposé en trois parties : histoire sociale de la paysannerie de 1918 à 1939, histoire politique de 1918 à 1939, histoire sociale après 1945.

I. HISTOIRE SOCIALE de 1918 à 1939

1. Aspects démographiques et types de propriété

Sur le plan démographique, la Pologne entre les deux guerres mondiales était essentiellement rurale. Reportons-nous au document n°1 intitulé «Structure sociale de la

Pologne de 1918 à 1939 ». Nous y voyons que la population globale est passée de 1921 à 1938 de 27,2 millions d'habitants à 34,8 millions d'habitants, soit une hausse de plus de 7 millions. Les paysans y représentaient : 53,2% en 1921, puis 52% en 1931 et 50% en 1938, baisse qu'on peut mettre en parallèle avec l'augmentation de la proportion d'ouvriers.

DOCUMENT N°1
Structure sociale de la Pologne 1918-1939
 Source : Janusz Zarnowski , *Spoleczeństwo II Rzeczypospolity*, 1973

Evaluation en millions

Groupes sociaux	1921	1931	1938
OUVRIERS	7,5	9,4	10,5
Industrie	1,1	1,5	1,9
Petite industrie et artisanat	1,8	2,5	2,9
Autres	1,7	2,4	2,6
Ouvriers agricoles	3,0	3,0	3,1
PAYSANS	14,5	16,7	17,4
Exploitations de grande taille	1,8	1,8	1,9
Exploitations de taille moyenne	5,5	6,3	6,4
Exploitations de petite taille	7,2	8,6	7,2
INTELIGENTSIA et EMPLOYES			
Avec formation	1,4	1,8	2,0
Employés	0,5	0,7	
	0,9	1,1	
BOURGEOISIE			
Bourgeoisie industrielle	0,3	0,3	0,3
Autres groupes	0,2	0,2	0,2
	0,1	0,1	0,1
PETITE BOURGEOISIE			
	3,0	3,4	4,1
PROPRIETAIRES TERRIENS	0,1	0,1	0,1
MARGINAUX	0,4	0,4	0,4
TOTAL	27,2	32,1	34,8

Evaluation en pourcentages

Groupes sociaux	1921	1931	1938
OUVRIERS (agricoles inclus)	27,5	29,3	30,2
PAYSANS	53,2	52,0	50,0
INTELIGENTSIA et EMPLOYES	5,1	5,6	5,7
BOURGEOISIE	1,1	0,9	0,9
PETITE BOURGEOISIE	11,0	11,6	11,8
PROPRIETAIRES TERRIENS	0,3	0,3	0,3
MARGINAUX	1,8	1,3	1,1
Total	100	100	100

Mais pour achever de décrire le peuplement de la campagne polonaise de l'entre-deux-guerres, il faut placer les 3 millions d'ouvriers agricoles et les 100 mille propriétaires terriens qui les employaient. Là, on constate une étonnante stabilité en valeur absolue, tout à fait révélatrice d'un blocage au niveau des réformes agraires qu'il était nécessaire d'entreprendre pour éviter les conflits sociaux.

Voyons d'abord les paysans. Ils sont propriétaires de la terre qu'ils cultivent, et beaucoup plus rarement locataires. La population paysanne est extrêmement diversifiée, ce qui apparaît déjà dans le document n°1, où on distingue trois catégories de paysans selon la taille de leur exploitation. La situation devient encore plus complexe dans le document n°2, qui propose une étude plus détaillée du monde paysan.

Si on s'intéresse aux exploitations de 2 à 10 ha, on voit qu'elles représentent près de 80% des exploitations. Quant aux grandes exploitations (de 10 à 15 ha) ou très grandes (de 15 à 50 ha), elles sont fort peu nombreuses : on arrive à un total de environ 10%. Notons que la limite supérieure de 50 ha est celle qui a été utilisée pour la réforme agraire en 1944 : elle a été le critère utilisé pour distinguer les paysans des propriétaires terriens. Les propriétaires d'une exploitation paysanne de 10 ha ou plus sont si peu nombreux que le vocabulaire technique polonais qui désigne cette catégorie sociale utilise non pas un dérivé de « rolnik » (=agriculteur) mais un dérivé de « kmieć » (mot très ancien de la langue polonaise qui désignait au Moyen-Age une catégorie de paysans particulière: des paysans qui étaient non des serfs, mais des hommes libres, ce mot ayant pris ensuite le sens de paysan enrichi).

Les exploitations « naines » de 0 à 2 ha, plus nombreuses que les grandes exploitations, étaient cultivées par des gens qui essayaient de survivre en s'employant de façon saisonnière chez les paysans aisés ou chez les propriétaires des domaines. Ils fournissaient l'essentiel de la catégorie des populations migrantes, de façon saisonnière ou de façon stable, quand elles pouvaient se fixer aux Etats-Unis, en Allemagne ou en France, voire au Brésil. Ces minuscules parcelles proliféraient surtout en Galicie et dans certaines zones de l'ancien Royaume du Congrès. Notons, pour souligner les différences régionales, que ces propriétés de moins de 2 ha constituaient les 2/3 des terres cultivées en Galicie, et seulement environ 1/3 des terres cultivées dans la partie occidentale, anciennement rattachée à la Prusse. Cette catégorie de paysans qui augmente au fil des années 1918-1939 constituait une des plaies les plus douloureuses de la société polonaise, Car d'une part elle n'avait pas de débouchés dans l'industrie nationale et d'autre part les possibilités d'émigration vers les

parties industrialisées du monde: Europe occidentale et Amérique se restreignent à partir de 1930.

DOCUMENT N°2

Structure sociale et agraire de la Pologne selon la taille des exploitations : 1918-1939

Source : Mieczysław Mieszczankowski, *Struktura agrarna Polski międzywoyennej*

A) Structure sociale des exploitants : évaluation en millions

Types d'exploitations	1921	1921	1931
Exploitants « nains » : de 0 à 2 ha	1,2	1,6	1,8
Petits exploitants : de 2 à 5 ha	5,9	6,8	7,3
Moyens exploitants : de 5 à 10 ha	5,3	6,2	6,4
Grands exploitants : de 10 à 15 ha	1,3	1,8	1,9
dont Très grands exploitants : de 15 à 50 ha	0,3	0,3	0,3
Total	14,2	16,4	17,4

B) Structure agraire des exploitations : évaluation en milliers

Types d'exploitations	1921	1931	1938
Exploitations naines : de 0 à 2ha	313,1	392,4	434,3
Petites exploitations : de 2 à 5 ha	1158,8	1421,0	1548,0
Moyennes exploitations : de 5 à 10 ha	991,7	1154,3	1235,9
Grandes exploitations : de 10 à 15 ha	249,5	275,2	290,1
Très grandes exploitations : de 15 à 50 ha	46,2	48,2	49,5
Total	2759,3	3292,0	3557,8

C) Structure agraire des exploitations : évaluation en pourcentages

Types d'exploitations	1921	1931	1938	Différence 1921-1938
Exploitations naines : de 0 à 2 ha	11,35	11,92	12,21	+ 0,86%
Petites exploitations : de 2 à 5 ha	42,00	43,16	43,51	+ 1,51%
Moyennes exploitations : de 5 à 10 ha	35,94	35,06	34,74	- 1,20%
Grandes exploitations : de 15 à 50 ha	9,04	8,39	8,15	- 0,89%
Dont très grandes exploitations : de 15 à 50 ha	1,67	1,47	1,39	- 0,28%
Total	100	100	100	100

Intéressons-nous maintenant aux propriétaires terriens. Certains historiens de la période communiste présentent les grands domaines comme occupant la moitié du territoire de la 2^{ème} République. Très exactement, selon les termes du recensement de 1921, ils occupaient 47,3 % du territoire national. Mais en réalité, les grands domaines privés ne

recouvraient que 30,3 % du territoire total. En effet, il faut inclure dans le chiffre de 47,3% le domaine public constitué de terres appartenant à l'Etat (pour l'essentiel des forêts), ainsi que de terres appartenant aux communautés paysannes (ce qui était une survivance régionale du régime féodal), et enfin des terres appartenant à des fondations d'utilité publique ou à l'Eglise qui détenait 1,6% du territoire. Il faut également préciser que les grands propriétaires privés ne détenaient au total que 28% des terres cultivées, les 72% restants appartenant aux paysans.

Comment se répartissaient ces domaines privés qui étaient l'enjeu du très vif débat sur la réforme agraire après 1918 et qui appartenaient pour l'essentiel à l'ancienne noblesse? Dans les chiffres du recensement de 1921, on peut trouver 1964 propriétaires de plus de 1000 ha qui détenaient 60,5% de la surface totale des grands domaines. La moyenne mathématique de la surface d'un domaine de plus de 1000 ha se monte à environ 3000 ha. Mais on peut citer quelques chiffres impressionnants: 191 mille ha pour les latifundia de la famille Zamoyski, 177 mille ha pour la famille Radziwill, 150 mille ha pour la famille Potocki, et citer aussi quelques autres noms tout aussi prestigieux. Cependant la majeure partie de ces terres étaient occupées par des forêts tandis que sur les terres cultivées, qui ne représentaient plus que 24% de la surface des très grands domaines, on pratiquait une agriculture extensive.

Au-dessous de 1000 ha, la part occupée par les forêts était moins importante et sur terres cultivées on pratiquait une agriculture de type intensif. Notons une particularité des propriétés de 50 à 100 ha. Elles appartenaient à des « kmiec », mais leur nombre ne s'élevait qu'à 6 235 exploitations. 70,7% d'entre elles se trouvaient sur les territoires de Prusse occidentale et orientale, alors qu'il n'y en avait plus que 13,3% dans le voïvodie de Varsovie et 16% dans le voïvodie de Wilno. Dans ces deux dernières régions, les propriétaires d'exploitations de 50 à 100 ha présentaient des caractéristiques d'une structure sociale ancienne, car on trouvait parmi eux de la petite noblesse (szlachta zagrodowa), qui avait un mode de vie analogue à celui des paysans enrichis.

Sur le plan des nationalités, ce sont les Polonais qui dominent très nettement, surtout à l'Est : 80% des propriétaires des domaines étaient des Polonais, mais on trouvait 10% d'Allemands, et, dans les 10% restants, des Ukrainiens, des Biélorusses, des Russes et même quelques Juifs.

2. Les origines de la répartition de la structure agraire de la 2^{ème} République

Il faut la chercher dans l'histoire de l'abolition du servage qui s'est faite, sur les territoires ayant appartenu à la 1^{ère} République de Pologne, avec plus d'un siècle de retard par rapport à la partie la plus occidentale de l'Europe. L'abolition du servage a commencé sur les territoires rattachés à la Prusse en 1816, sur les territoires rattachés à l'Autriche en 1848, et enfin en 1864 sur les territoires rattachés à la Russie. Le fait qu'elle ait été organisée par trois administrations différentes et selon trois modalités juridiques différentes a engendré des disparités régionales que le nouvel état polonais de 1918 a eu à gérer, en même temps qu'il a du prendre en charge le règlement du reliquat de servage dans certaines zones de Galicie. Voyons les points principaux des trois réformes du 19^{ème} siècle qui expliquent ces différences régionales.

Le décret prussien de 1816 accorde la propriété de 2/3 de la terre qu'ils cultivent aux serfs qui possédaient des animaux de trait, moyennant des charges supérieures à celles dont ils s'acquittaient antérieurement envers leur seigneur. Dans une seconde étape, en 1821, on décide de partager les terres banales qui jusque-là étaient restées dans la communauté paysanne et de remembrer, ce qui permet de créer des exploitations rationnelles. Cela explique le fait que c'est surtout sur l'ancien territoire administré par la Prusse que se sont constituées les exploitations dont la structure était analogue à celle de l'Europe occidentale. La troisième étape consiste à créer en 1850 des banques de rente qui permettent aux paysans de se libérer des charges qui pesaient encore sur eux. Le décret de 1850 accorde également la propriété des terres aux paysans qui n'avaient pas d'animaux de trait. C'est dans cette catégorie de population que se crée un prolétariat qui sera absorbé par le développement industriel et l'émigration vers la Westphalie ou l'Amérique.

Sur les territoires annexés par l'Autriche, le décret d'abolition du servage de 1848 stipule que les paysans n'auront pas à racheter au seigneur les terres qu'ils cultivent. Le seigneur est dédommagé sous forme de redevances dues par l'Etat. Mais un an plus tard, un nouveau décret précise que le dédommagement se fera progressivement grâce aux ressources du trésor public. Ainsi, c'est par le moyen de l'impôt que les paysans achètent progressivement leurs terres. Les seigneurs sont dédommagés par liste tirée au sort chaque année. Ce processus est si lent que l'état polonais reconstitué après 1918 aura à achever l'abolition du servage en Galicie et à y régler la question des terres banales, appelées servitudes (serwituti ou służebności en Polonais), qui existaient toujours en 1918.

La Galicie est par excellence la région des petites parcelles qui forment le fameux « échiquier » de certains paysages de la campagne polonaise. C'est pendant la 2nde moitié du 19^ème siècle et au début du 20^ème siècle qu'on y voit augmenter le nombre de parcelles de moins de 2ha et diminuer les exploitations de 10 à 20 ha, par le jeu des partages familiaux en l'absence de possibilité de trouver du travail dans une ville industrielle proche. La solution pour les paysans les plus hardis est le départ vers l'Amérique. Les propriétaires terriens, de leur côté, conserveront des domaines relativement indemnes.

Sur le territoire administré par la Russie, le règlement de la question du servage se fera selon une procédure légèrement différente. L'oukaze de 1864 accorde aux serfs la propriété des terres qu'ils cultivent et les libère immédiatement de toute redevance envers leur ancien maître. Il est prévu que le dédommagement des seigneurs sera fait par l'Etat, qui leur remet des lettres de liquidation. Ainsi près de 800 mille familles de serfs deviendront immédiatement propriétaires alors que les propriétaires des domaines souffriront de l'abolition du servage dans cette zone de territoire, bien plus qu'en Prusse ou en Autriche. En effet ils se trouvent privés du jour au lendemain d'une force de travail gratuite (sous forme de journées de corvée), alors que l'état ne les dédommagera que très progressivement par tirage au sort des lettres de liquidation. Ceci entraînera souvent des revers de fortune, tandis que les paysans arriveront à tirer profit de leur nouvelle situation. Ainsi se crée sur le territoire de l'ancien Royaume du Congrès une structure bipolaire de la propriété de la terre: d'un côté les grands domaines, de l'autre les exploitations paysannes de taille très diverse. Là aussi, les serwituti resteront dans la communauté paysanne jusqu'en 1918.

Le document n°3 donne une image disparités régionales telles qu'elles existaient en 1907 et de la structure agraire dont héritera la 2^ème République. On peut aussi, en analysant les chiffres, trouver le bien-fondé de l'expression proverbiale « galicyjska nędza » (misère galicienne) et voir pourquoi en 1907 les terres occupées par la Prusse restaient un réservoir d'émigration, alors que les terres du Royaume du Congrès étaient moins affectées par le phénomène.

DOCUMENT N°3

Comparaison de la structure agraire des terres polonaises en 1907 (époque des partages)

Source : article de J. Lukaszewicz, *O strukturze agrarnej Królestwa Polskiego po uwłaszczeniu chłopów pod różnymi zaborami*, dans « Przegląd Historyczny » 1971, n°1

Exploitations en hectares	Nombre d'exploitations en pourcentage			Surface occupée en pourcentage		
	Royaume du Congrès	Galicie	Prusse occidentale	Royaume du Congrès	Galicie	Prusse occidentale
jusqu'à 2 ha	22,6	46,2	55,1	2,5	8,1	2,7
de 2 à 5 ha	34,6	35,3	12,6	12,7	20,3	4,1
de 5 à 10 ha	27,4	13,6	12,4	12,4	16,1	8,3
de 10 à 20 ha	11,6	3,5	12,5	12,5	8,2	17,4
de 20 à 50 ha	3,0	0,7	5,5	5,5	4,0	15,8
plus de 5 ha	0,8	0,7	1,9	1,9	43,3	51,7
Total	100	100	100	100	100	100

3. Le mode de vie des paysans pendant la période 1918-1939

Il est plus difficile d'évaluer les revenus paysans que les revenus ouvriers pendant la période 1918-1939, les enquêtes sur ce sujet ayant été rares. Cependant, une statistique pour 1928-1929 montre que les dépenses de consommation des ouvriers ont été de 50% supérieures à celles des paysans. Le niveau de vie des paysans faisait donc d'eux la catégorie sociale la plus basse dans l'échelle sociale. Pour une approche plus fine, il faut tenir compte tout autant de la diversité des types d'exploitations que des différences régionales, les paysans de Poznanie ou de Poméranie ayant un niveau de vie plus élevé que celui d'un paysan d'une région orientale très arriérée comme la Polésie, où les paysans vivaient en totale autarcie et produisaient eux-mêmes jusqu'à l'outil de travail le plus rudimentaire.

Par ailleurs, les paysans ont terriblement souffert de la crise mondiale de 1929 qui a eu des effets plus durables dans l'agriculture. Une étude qui servait à évaluer la valeur réelle de l'alimentation d'un adulte d'une famille paysanne a montré une baisse brutale en 1928/1929 qui continuera jusqu'en 1932/1933. Ensuite la courbe remonte lentement, mais elle indique que la consommation alimentaire des paysans jusqu'à la 2^{ème} guerre mondiale n'a jamais retrouvé le niveau qu'elle avait atteint au cours de l'année 1927/1928.

Le niveau de vie très bas était dû aux problèmes économiques mais aussi à un état des mentalités très conservateur qui résultait d'un niveau d'éducation déplorable. La politique éducative de la Deuxième République a permis des progrès. En effet, si dans le recensement de 1921 on trouve un taux d'analphabétisme de 38,1 % à la campagne, il ne sera plus que de 27,6% en 1931. Le progrès est encore plus spectaculaire pour les enfants de 10 à 14 ans:

34,4% d'analphabètes en 1921 et seulement 8% en 1931. Là aussi, on constate une géographie de l'analphabétisme dont le taux progresse selon que l'on se déplace de la Pologne de l'Ouest vers la Pologne de l'Est : en 1931 on trouve un quart de population analphabète dans l'ex-Royaume du Congrès et en Galicie mais 50% d'analphabètes dans la population biélorusse et ukrainienne, et même jusqu'à 71,4% d'analphabètes chez les femmes de Polesie.

Le frein aux progrès de l'éducation tenait pour partie à la méfiance à l'égard de l'école, considérée comme inutile au-delà du savoir lire et écrire par des parents élevés dans une culture de tradition orale. En général les enfants suivaient l'école primaire dite de 1^{er} degré qui offrait une scolarité de 4 ans. Très souvent, la pression de la misère matérielle aidant, les enfants quittaient l'école sans avoir achevé ce cursus. Les écoles primaires avec un cursus de 6 ans qui facilitaient l'accès au lycée avaient beaucoup moins de succès, même chez les paysans aisés. Selon une étude faite dans le milieu des années 30, il n'y avait que 35,4% d'enfants issus de familles paysannes aisées qui le suivaient. On ne trouvait qu'une proportion voisinant les 10% d'élèves de milieu paysan dans les lycées. Ensuite, ils finissaient généralement leurs études dans les séminaires et les écoles qui formaient les instituteurs. On trouvait tout au plus 1% d'étudiants d'origine paysanne dans les universités et une très faible proportion de jeunes d'origine paysanne dans les centres de formation technique supérieure. Les écoles techniques qui avaient le plus de succès auprès des paysans étaient celles qui recrutaient leurs élèves à l'issue du cursus élémentaire de 4 ans.

II. HISTOIRE POLITIQUE de la paysannerie de 1918 à 1939

La vie politique paysanne pendant l'entre-deux guerres se déroule sous le signe d'une réforme agraire, qui est réellement effectuée, mais de façon tellement molle, qu'à tous les moments d'agitation sociale liés à l'aggravation de la pauvreté, les paysans réclameront une vraie réforme agraire.

1. La représentation politique des paysans de 1918 à 1939

La grande nouveauté est que les paysans ont des partis politiques et des députés pour les représenter à l'assemblée constituante qui s'est réunie le 2 février 1919 dans le nouvel état polonais. On appelle ces partis des partis populaires, ce qui est une traduction littérale de « stronnictwo ludowe ». Il serait peut-être plus pertinent de les appeler partis paysans, pour mettre en relief leur spécificité sociologique.

L'existence de ces partis politiques est une conséquence logique de l'abolition du servage. Les partis les plus importants en 1918 sont «Piast» et «Wyzwolenie». «Piast» est un parti centriste né dans la partie annexée à l'Autriche qui s'implantera ensuite dans la partie anciennement annexée à la Prusse. «Wyzwolenie», plus à gauche et lié par de fortes sympathies au parti socialiste, est né dans la partie annexée à la Russie. Le coup d'état du Maréchal Piłsudski en 1926 entraîne des recompositions dans la représentation politique des paysans. Il y a d'abord une scission au sein de «Wyzwolenie» qui a soutenu le Maréchal Piłsudski mais dont une partie des députés est très vite déçue de l'absence des réformes sociales espérées. Puis «Piast», qui dès 1926 était hostile à la Sanacja, se lie avec la gauche dans le «Centrolew» (= Centre-gauche). Après 1931, les partis paysans se regroupent dans un parti qui prend le nom de «Stronnictwo Ludowe» (= Parti populaire) et qui se définira par son hostilité constante à la Sanacja jusqu'en 1939.

Citons quelques grands noms du mouvement paysan, pour illustrer la façon dont les paysans se sont formés à l'exercice des responsabilités politiques et la difficile histoire de la Pologne au 20^{ème} siècle.

Wincenty Witos (1874-1945) : Enfant d'une famille paysanne de Galicie, propriétaire de 2 arpents de terre, il suit un cursus scolaire de 4 ans à l'école primaire. Sa formation intellectuelle est ensuite une formation d'autodidacte : alors qu'il gagne sa vie comme bûcheron, sa vivacité intellectuelle et son appétit de savoir sont repérés par l'administrateur des forêts de la famille Sanguszko qui met à sa disposition sa bibliothèque personnelle et les journaux auxquels il est abonné. Il sera député au Parlement autrichien, mais surtout Premier ministre de la 2^{ème} République de Pologne, d'abord en 1920 -1921, puis en 1923 dans un gouvernement de centre-droit, dans lequel il trébuchera sur la réforme agraire. Les paysans lui reprocheront alors d'avoir trahi leur cause. Opposé au coup d'état de Piłsudski qui met sous surveillance la vie démocratique, il participe aux transformations de son parti, en faisant alliance avec la gauche paysanne. Pendant le procès des dirigeants du Centrolew (Parti Centre-gauche) en 1931, il est condamné à 18 mois de prison et s'enfuit en 1933 en Tchécoslovaquie d'où il suit la vie politique. Pendant son absence, son aura ne cessera de grandir auprès des paysans qui feront de lui un personnage quasi-mythique. Aux premiers signes de l'imminence de la guerre en 1939, il revient clandestinement en Pologne. Placé sous surveillance par la police allemande, il sera sollicité pour des manœuvres politiques d'abord par l'occupant nazi puis par l'occupant soviétique en 1944. Dans les deux cas, il réussit à s'y soustraire. Ainsi, son nom pourra ensuite passer à la légende héroïque du mouvement paysan, intact de toute compromission.

Maciej Rataj (1884-1940) : Enfant de paysan, il est un exemple très rare dans sa génération d'enfant de famille paysanne qui fait des études. Il fera des études littéraires à Lwów. D'abord membre du parti « Wyzwolenie » alors qu'il est enseignant à Zamość, il passe ensuite à « Piast ». Il devient président du parlement de 1922 à 1928. Arrêté en mars 1940, alors qu'il participait activement à l'organisation de la Résistance, Rataj est fusillé dans la forêt de Palmiry, aux alentours de Varsovie.

Stanisław Mikołajczyk (1901-1966) : Né en Westphalie dans une famille paysanne qui suit le mouvement d'émigration économique, il reçoit une instruction primaire de base. Sa famille revient sur la terre natale où elle acquiert une petite exploitation. Ensuite Mikołajczyk se forme à la vie politique en participant à la vie des organisations paysannes locales. Il adhère au parti de Witos dans lequel il gravit les échelons jusqu'à être élu député de 1931 à 1935. Condamné à une peine de prison pour sa participation à l'organisation des grèves paysannes de 1937, il en garde un ressentiment à l'égard de la Sanacja qu'il ne surmontera jamais. D'abord vice-premier ministre du gouvernement polonais de Londres de 1940 à 1943, il devient premier ministre en 1943, à la suite du décès du Général Sikorski dans un accident d'avion au-dessus du détroit de Gibraltar. Il négocie avec Staline en 1944 mais son désaccord avec la majorité des membres du gouvernement polonais de Londres sur les solutions à envisager à l'issue de ces négociations l'amène à démissionner. De retour en Pologne en juin 1945, il devient vice-premier ministre du Gouvernement provisoire, dit d'unité nationale, et ministre de l'agriculture chargé de la réforme agraire. La réforme agraire, dont le déroulement était fort lent avant la guerre, est achevée avec des méthodes brutales, avec la couverture morale de Mikołajczyk dont les communistes se sont très habilement servis. Après les élections parlementaires de 1947, il est contraint de constater qu'il n'y a pas de compromis possible avec les gens qui ont pris le pouvoir. Sachant son arrestation imminente, il s'enfuit et finit sa vie aux Etats-Unis.

Juliusz Poniatowski (1886-1975) : Ce n'est pas un paysan par ses origines sociales. Né à Saint-Petersbourg dans une famille de propriétaires terriens, il a une formation caractéristique du cosmopolitisme de ces familles. Il fait d'abord des études d'agronomie à l'Université de Cracovie puis à Prague, ensuite des études d'économie à Bruxelles. En 1914, il s'engage dans les Légions formées par Józef Piłsudski. Figure importante du parti « Wyzwolenie », ministre de l'agriculture sous le 1^{er} gouvernement de Witos, il devient à

nouveau ministre de l'agriculture de 1934 à 1939, fonction dans laquelle il réactive le processus de réforme agraire. En 1939, il passe avec le gouvernement polonais en Roumanie où il est interné. Il gagne ensuite la Palestine, rejoint le général Anders en Italie et se fixe en France en 1947. Il revient en Pologne après 1956, plus par sentiment d'être inutile dans l'émigration que par conviction politique. Il enseigne alors à l'école supérieure d'agronomie et à la PAN (Académie polonaise des sciences) jusqu'à la fin de ses jours, en bénéficiant d'une relative liberté de parole consentie à contrecœur par le pouvoir issu du renversement de 1956 à l'intérieur du Parti Communiste.

Il faut noter que les partis populaires ne drainent pas, loin s'en faut, toutes les voix paysannes. L'étude de la façon dont les paysans ont voté dans la période de l'entre-deux-guerres montre que les partis populaires n'attiraient à eux que la moitié des voix paysannes potentielles, l'autre moitié allant pour l'essentiel à la droite nationaliste et catholique et, à la marge, pour des groupements de gauche liés au mouvement ouvrier.

La période 1918-1939 se caractérise également par l'importance des mouvements de jeunesse rurale. Les associations de jeunesse rurale sont nées dans la mouvance des sociétés d'agronomie et des cercles agricoles, institutions que l'on voit émerger sur le territoire polonais à la fin du 19^{ème} siècle. Les cercles agricoles sont des associations qui se donnent pour but la diffusion des connaissances techniques auprès des paysans et publient des journaux, organisent des conférences ou des travaux pratiques sur des parcelles d'expérimentation. Ils propagent aussi les mérites de l'organisation des paysans en coopératives et fondent notamment des coopératives laitières.

Les associations de jeunesse, qui se développent initialement grâce au soutien financier des cercles agricoles, enrichissent ce programme technique d'un rôle de diffusion de la culture générale, puis de diffusion du patriotisme dans le nouvel état polonais de 1918. Elles organisent des bibliothèques, des activités théâtrales, puis des universités populaires et des excursions pour découvrir les grands lieux historiques de la patrie renaissante. Sur le plan local, elles sont souvent animées par les instituteurs et les prêtres.

La moitié de ces associations sont des associations catholiques, qui ont essaimé à partir des anciens territoires de la Prusse. L'autre moitié, née d'un mouvement de cercles agricoles apparu sur l'ancien territoire de la Russie, est laïque, ce qui ne manquera pas de susciter concurrence, rivalités ou conflits d'un village à l'autre, dans les voïvodies où les deux tendances ont de la vitalité.

Dans le pôle laïc, on voit apparaître à partir de 1918 un regroupement national : la Centrale associative de la jeunesse rurale, en polonais CZMW. En 1928, au sein de cette Centrale se produit une scission dont naissent deux regroupements, appelés le plus souvent du nom de leur journal : d'un côté « Wici » (du verbe *wić* = tresser) dont l'emblème est une couronne d'épis de blé tressés et qui est présidé par Józef Niećko, de l'autre « Siew » (étymologiquement = les semailles) dont l'emblème est un simple épi de blé et qui est présidé par Stanisław Gierat.

En examinant la biographie de ces deux dirigeants, on peut dessiner une lente évolution du monde paysan. Niećko est un autodidacte né en 1892. Il était rédacteur d'un journal pour la jeunesse créé par les cercles agricoles. Gierat naît en 1903 dans une famille dont la branche maternelle a déjà donné un député du parti « Wyzwolenie » en 1918, Jan Tabor, homme de la génération des premiers politiques paysans autodidactes. Dans la génération qui suit celle de Jan Tabor, on envoie les fils au lycée. Dès sa scolarité au lycée de Kielce, Gierat entre au ZET, société secrète née au 19^{ème} siècle dans la période de lutte clandestine pour l'indépendance et à laquelle a appartenu le romancier Żeromski, lui aussi lycéen à Kielce (voir son roman : *Les travaux de Sisyphe*). Cela ouvre à Gierat très tôt les portes des élites cultivées sur un pied d'égalité. En 1928, Gierat est étudiant en électricité à l'école polytechnique de Varsovie. Ces deux entrées dans la vie adulte si différentes préfigurent la rivalité qui existera entre les deux associations de 1928 à 1945.

Niećko voulait rattacher l'association aux partis paysans hostiles à la Sanacja. En 1928, il rompt le lien avec les cercles d'agriculture. Gierat, de son côté, considérait que la jeunesse paysanne est insuffisamment formée pour pouvoir jouer immédiatement un rôle politique efficace. Il refuse la rupture symbolique du lien avec les cercles agricoles et met l'accent sur une action de formation qui au fil des années devient de plus en plus ambitieuse et diversifiée. Un des moyens majeurs de l'action de formation était à l'époque l'organisation d'universités populaires, qu'on appellerait, dans le jargon actuel, des séminaires de formation de formateurs. La romancière Maria Dąbrowska soutenait cette action, bien que parfois elle ait exprimé dans son journal de l'époque des remarques très critiques à l'égard d'une sorte de mystique glorifiant les paysans que propageaient ces universités.

Sur le plan économique, « Wici » cristallise son orientation vers 1935 dans la doctrine de l'agrarisme, qui prônait une industrialisation du pays planifiée par l'état et mise en

priorité au service de la mécanisation de l'agriculture et des coopératives paysannes. D'une certaine façon, « Siew » n'était pas moins agrariste, mais avec cette nuance que, dès 1933, certains membres de « Siew » démontrent que le modèle de la coopérative, dont la pertinence n'était plus à prouver en matière de développement agricole, pouvait également s'appliquer au domaine du développement industriel. Ils créent une entreprise-coopérative de travaux publics. En 1935, ils élargissent l'expérience au domaine des banques pour l'industrie et l'artisanat. Ces réalisations, brillamment réussies, sont nées d'une réflexion théorique propagée par le ZET. Cela vaudra à « Siew » l'estime et l'écoute du Président de la République Ignacy Mościcki et du vice-premier ministre Eugeniusz Kwiatkowski à partir de 1935, alors que ces deux derniers lançaient une politique de développement industriel assez audacieuse.

Sur le plan politique, les dirigeants de « Siew », fort tolérants envers la Sanacja, prendront parti face à un danger de fascisation de l'état polonais vers 1937 et s'engagent alors dans un processus d'alliance avec d'autres associations de jeunesse non-paysanne qui ont pour idéal politique la démocratie. Cela amène aussi un rapprochement avec « Wici » qui aura des conséquences dans l'organisation de la résistance pendant la 2^{ème} guerre mondiale. En effet, « Wici » et « Siew » fourniront la majeure partie des membres des « Bataliony Chłopskie » (= bataillons paysans), nés à partir de l'automne 1940 pour la résistance armée. Cependant, plus de la moitié de « Siew », organisé dans la résistance politique sous l'appellation « Raławice », restera dans un groupe armé né dès la fin de décembre 1939 et entrera dans l'AK (armée intérieure) plus tôt que les Bataillons Paysans qui restaient très enclins à se définir comme une organisation représentant une classe sociale politiquement liée au parti paysan et non comme une organisation liée à la défense d'un état - bien commun. De son côté, en 1944, « Raławice » obtient un représentant au Conseil d'unité nationale, Józef Krasowski, qui échappera par hasard au procès fait à Moscou pendant l'été 1945 aux dirigeants de l'état polonais clandestin mais sera tué en prison en automne 1946.

Il y avait donc un bouillonnement intellectuel et politique dans une jeunesse paysanne de mieux en mieux formée qui donnait de grands espoirs que la cause paysanne soit mieux entendue au niveau de l'état. Malheureusement, tout sera annulé par les conséquences de la guerre. « Siew » ne reprend pas ses activités en 1945, après avoir fait l'analyse que les chances de retour à une vie démocratique sont inexistantes. Une partie de ses dirigeants, dont Stanisław Gierat, que les aléas de la guerre avaient amené à combattre sur le front occidental,

choisiront l'exil politique et ne reviendront pas en Pologne. « Wici », après avoir absorbé en 1945 la partie de « Siew » qui avait participé aux Bataillons Paysans, finira tristement dans une fusion avec la jeunesse stalinienne en 1948. Et Niećko, après la fuite de Mikołajczyk en 1947, orchestrera la fusion du PSL avec le SL communiste dans un ZSL qui n'aura plus qu'un rôle de maintien en façade d'une appellation de parti qui était réellement important dans la vie politique avant 1939. Cela vaudra à Niećko le surnom de « fossoyeur » des mouvements paysans à cette époque.

Cependant, il faut rendre justice à une sorte d'instinct de survie politique des fondateurs du ZSL. En effet, dans une étude intitulée *Paysannerie et politique en Pologne*, qui vient de paraître en 2006 chez Michel Houdiard, Frédéric Zalewski montre que, à partir de 1956, on assiste à des tentatives récurrentes du ZSL pour s'émanciper du PZPR (parti communiste) et pour renouer avec ses racines politiques d'avant 1939. La référence à cette tradition, qui travaillera dès lors ce parti en sourdine, fera de lui, selon l'expression de Frédéric Zalewski, « un passeur d'histoire » et finalement un allié des fondateurs de Solidarność dans les accords politiques qui ont permis la nomination de Tadeusz Mazowiecki comme premier chef de gouvernement non-communiste le 19 août 1989 à Varsovie, événement qui, par contagion, a entraîné la chute du Mur de Berlin quelques mois plus tard. Enfin la dénomination ZSL (parti populaire unifié) disparaît pour faire place à l'appellation PSL (parti populaire polonais), du nom du parti de Stanisław Mikołajczyk de 1945 à 1947. Et il semble que ce parti peut encore jouer un rôle politique important, même si en 2006 il a peu de représentants au Parlement.

2. La réforme agraire et ses régressions de 1918 à 1939

En 1919, le Parlement vote une résolution posant le principe d'une réforme agraire. Cette résolution est arrachée, après des débats houleux, par une très courte majorité de 50% plus une voix. En juillet 1920, dans l'atmosphère de panique due à la guerre polono-bolchévique, Witos obtient assez facilement la transformation de la résolution, qui n'avait pas de force exécutoire, en loi qui stipule :

- le parcellement des terres appartenant à l'état, de celles appartenant à des associations d'utilité publique, y compris l'Eglise, dans ce dernier cas, après élaboration d'un accord spécifique avec le Vatican
- le parcellement, avec dédommagement du propriétaire, des excédents de propriété au-delà d'une barre de 60 ou 180 ha en Pologne centrale, 400 ha dans les confins orientaux et

occidentaux. En 1920, le montant du dédommagement est fixé à 50% de la valeur réelle de la terre, de fait 1/3, après prélèvements fiscaux.

- les bénéficiaires du parcellement sont en premier lieu les ouvriers agricoles, les paysans sans terre, et les petits paysans possédant de 2 à 4 ha, avec priorité aux paysans ayant effectué un service militaire.

Mais les opposants à la réforme reviennent à la charge en 1921, après le vote de la Constitution qui formule le principe du respect de la propriété privée, en arguant d'une contradiction entre la loi de 1920 et les principes constitutionnels, ce qui bloque tout. En automne 1922, les élections parlementaires donnent une majorité relative aux partis de droite hostiles à la réforme agraire, mais majorité trop courte pour pouvoir former un gouvernement à eux seuls. Witos, au nom du parti paysan « Piast » engage alors des négociations avec la droite qui se finalisent en juin 1923 par un accord communément appelé le Pacte de Lanckorona, du nom de la propriété où se sont déroulées les négociations. La pierre angulaire de l'accord est un compromis concernant la réforme agraire. Les clauses en sont :

- parcellement de 200 mille ha par an
- priorité au parcellement des terres de l'état et des associations d'utilité publique
- recours, pour compléter le déficit annuel, au parcellement obligatoire de terres privées, excédant la norme de 180 ha en Pologne centrale, 400 ha dans les confins orientaux et occidentaux, 1000 ha dans le cas de propriétés qui ont sur leurs terres des installations d'industrie agro-alimentaire.
- dédommagement des propriétaires privés selon le prix du marché. Dans ce contexte, la règle de priorité donnée aux paysans sans terre ou aux propriétaires de 2 à 4 ha était assez illusoire, ces deniers n'ayant guère les moyens de contracter des emprunts importants.

La présentation du projet de loi au Parlement loi engendre une scission au sein du parti « Piast » qui contraint Witos à démissionner du poste de premier ministre en décembre 1923. Une loi encore plus favorable aux propriétaires terriens est adoptée en 1925 et sera appliquée jusqu'en 1939.

Appliquée de façon insuffisante lors des années de crise économique, réactivée à partir de 1935, la loi aura, au total, faiblement amélioré la situation économique des paysans, en raison d'une hausse démographique importante, que l'industrialisation balbutiante n'était pas capable d'absorber. Avant la guerre, l'industrialisation absorbe

tout au plus la hausse démographique de la population des villes. Le bilan chiffré des transformations de la structure agraire de 1921 à 1938 est présenté dans le document n° 2 B. et 2 C. On y voit que si le nombre d'exploitations paysannes augmente, c'est surtout en raison de l'accroissement des très petites exploitations. Donc les poches d'extrême misère à la campagne resteront quasi inchangées.

D'autre part, le fait que soient parcellées en priorité les terres du domaine public fait que les propriétaires terriens seront en fait peu touchés par l'obligation de diminuer la surface de leurs domaines, et le feront surtout dans le cadre de leurs impératifs économiques propres.

Juliusz Poniatowski, dans un texte publié en 1951 à Londres sous forme de polycopié universitaire : « Cele i założenia reformy rolnej w dwudziestoleciu niepodległości » et édité en 2006 en Pologne sous forme de livre, énonce les multiples causes de l'incapacité des élites polonaises de l'époque issues, pour l'essentiel, du milieu des propriétaires terriens à concevoir une réforme qui aurait pu donner une satisfaction symbolique aux paysans. Retenons-en deux qui relèvent de l'ignorance, parfois entretenue par les préjugés :

- ignorance concernant la capacité potentielle des paysans à être de très bons professionnels, faute d'études sur la productivité des petites exploitations. Jusqu'en 1934, l'Institut agronomique de Puławy ne s'intéressait qu'à la productivité des grandes propriétés, et il a fallu recourir à la loi pour imposer à cet institut un spectre d'études plus large. En somme, l'intelligentsia polonaise vivait sur l'idée que seuls les grands domaines avaient un savoir-faire dans le domaine de l'agriculture et apportaient quelque chose à l'économie nationale.

- ignorance en matière de doctrines économiques prônant l'intervention de l'état, donc un climat intellectuel dans lequel le « laisser-faire » libéral restait l'unique doctrine de référence. Cela aura pour conséquence que le ministère de l'agriculture n'obtiendra jamais du Parlement le vote ne serait-ce que d'une ligne de budget pour la réforme agraire. Les seuls fonds dont ce ministère a pu disposer pour réactiver la réforme en 1934 venaient des bénéfices réalisés dans la gestion du domaine appartenant à l'état.

Le problème rural resté en l'état engendrera un climat passionnel, conduisant à toutes sortes d'excès et de violences fleurissant sur le terreau des très graves difficultés économiques de la paysannerie :

- grèves paysannes en 1931 et 1937, assorties de manifestations violemment réprimées par la police
- agitation antisémite du parti nationaliste qui croyait résoudre le problème paysan par l'expulsion des Juifs de Pologne. La propagande de la « Endecja » conduira, en 1937, à des affrontements très violents entre paysans venus au marché et marchands juifs, avec parfois des morts dans les deux camps, dans plusieurs bourgades polonaises.
- prêches passionnés de certains prêtres, menaçant d'excommunication les partisans de la réforme agraire.

La question agraire figurera en permanence au programme de tous les partis politiques jusqu'en 1939, avec des propositions de plus en plus radicales du côté des partis paysans, des propositions démagogiques du côté du parti nationaliste et des propositions lénifiantes de la part de l'Eglise, qui restera un défenseur de l'immobilisme et fera obstacle au fait qu'on touche à ses biens, pourtant peu importants en valeur absolue et en réalité protégés par le Concordat signé avec le Vatican.

L'héritage de souvenirs confus des traditions politiques d'avant 1939 sera exploité dans la propagande des communistes en 1944 pour asseoir leur popularité dans le monde des ouvriers agricoles et des gens de la campagne qui végétaient sur de minuscules parcelles.

III Les transformations du monde rural de 1945 à 2000

1. La réforme agraire de 1944

La réforme agraire conçue en 1925 aurait du, en théorie, être achevée vers 1948. Les 30% de terres qui restaient à parceller depuis 1939 le seront de 1944 à 1947, selon la méthode de l'expropriation, c'est-à-dire le parcellement des grandes propriétés sans dédommagement. Les propriétaires terriens devront se contenter des 50 ha ou 100 ha maximum à l'Ouest de la Pologne qu'on leur laisse (notons qu'au fur et à mesure de l'application de la réforme, cette clause sera de moins en moins respectée), ou tenter leur chance dans un emploi en ville, ou émigrer au hasard des chances de passage à l'Ouest. Cette réforme laissera un souvenir douloureux dans les familles et aussi dans la mémoire nationale, car au démantèlement des terres, il faut ajouter la dévastation du patrimoine immobilier, des palais ou des manoirs où se trouvait un patrimoine culturel considérable sous forme de meubles, de tableaux ou de bibliothèques. Mis en oeuvre au fur et à

mesure de la progression de l'Armée Rouge vers l'Ouest, le processus commence par la réquisition des bâtiments pour l'armée, donc les inévitables dévastations et pillages d'une armée misérable, puis la nationalisation des bâtiments qui serviront d'entrepôts et de silos.

L'annonce de la réforme agraire est faite par le PKWN (Comité Polonais de libération nationale) le 22 juillet 1944 à Lublin. Quelques figures du parti paysan d'avant la guerre, ralliées aux communistes - le plus souvent à la suite de chantages et de menaces de mort ou d'emprisonnement - dans un parti paysan tout à fait minoritaire appelé SL, seront utilisées pour les effets démagogiques. Ainsi c'est Andrzej Witos, frère du mytique Wincenty, qui lira le texte du projet de loi le 22 juillet 1944 à Lublin, au cours d'une grande manifestation publique.

La réforme suscite dans la paysannerie des sentiments mêlés, car le respect de la propriété privée était une valeur morale très solidement ancrée dans la mentalité paysanne. Mikojałczyk et le PSL, aussi longtemps qu'il pourra agir, essaiera d'en tempérer les effets les plus nocifs, mais son champ d'action possible sera limité. On notera des cas de restitution des terres à leurs propriétaires, en Pologne centrale au cours de l'année 1945. La grande surprise se produira en Posnanie, quand les ouvriers agricoles ne voudront pas des terres qu'on leur attribue. En effet, ils avaient le sentiment d'appartenir à une élite sur le plan des techniques agricoles employées dans les domaines où ils travaillaient et ils vivaient leur nouveau statut de propriétaire d'une petite parcelle comme une dégradation dans la catégorie sociale la plus basse de leur région.

Les plus grandes difficultés apparaîtront sur les territoires dits recouverts, c'est-à-dire ceux qui appartenaient au Reich avant 1939 et qui seront attribués à la Pologne, en compensation des territoires de la rive Est du Bug, car le partage des terres se fait sur fond de transfert de population. La population autochtone allemande est obligée de partir et est remplacée par une population polonaise venue pour une moitié de la rive Est du Bug et pour l'autre moitié des régions surpeuplées de Pologne centrale où la quantité de terres à partager était insuffisante pour satisfaire les besoins de la population locale. Les nouveaux arrivants arrivent dans des bâtiments désertés, sans outils, sans chevaux, sans bétail. Très vite on s'aperçoit qu'il y a insuffisance de bâtiments pour installer les familles et mettre en marche de petites exploitations dans cette région où la structure agraire d'avant 1939 reposait sur de grandes exploitations.

Sur ces territoires, on avait prévu de mettre en place le plus grand nombre de fermes d'état (PGR) : la norme fixée initialement pour ce type d'exploitations était qu'on y consacrerait 10% des terres cultivables, ce qui était bien plus que dans les autres régions de Pologne, mais après 1948 cette norme de 10% sera dépassée. C'est aussi dans cette partie du territoire qu'on essaiera de mettre en place les premiers kolkhozes, c'est-à-dire des coopératives de production dans lesquelles, si les membres de la coopérative sont propriétaires d'un morceau de terre, le travail est organisé collectivement en utilisant des machines appartenant à l'état.

Bien qu'il y ait eu une différence de surface entre les nouvelles exploitations issues de la réforme agraire de 1944 qui varie selon les régions: 1,9 ha dans la région de Rzeszów et Kraków, 2,3ha dans la région de Kielce, plus de 4 ha dans la région de Varsovie et de Białystok contre 7 ha sur les territoires récupérés à l'Ouest, cette réforme a un effet de morcellement des zones les plus aptes à concurrencer l'agriculture de l'Europe occidentale. Ce sont des effets dont la Pologne subit les conséquences actuellement, car il n'est pas possible d'y remédier rapidement, même si la situation qui s'est stabilisée à partir de 1947 a beaucoup évolué.

2. Les effets démographiques du développement industriel de 1944 à 1980

Le document n° 4 permet de suivre la façon dont la société polonaise après 1944 a évolué sous l'effet de l'industrialisation.

Notons que la population du pays a considérablement diminué entre 1938 et 1946 pour deux raisons : d'abord les pertes en vies humaines dues à la guerre sur la population polonaise et la population juive et ensuite en raison d'un changement de frontière qui s'accompagne d'une homogénéisation ethnique : on passe d'une mosaïque de nationalités à une population presque exclusivement polonaise.

DOCUMENT N°4

Les effets de l'industrialisation sur la répartition de la population polonaise après 1944

D'après A .Jeziarski et B. Petz , *Historia gospodarcza Polski ludowej 1944-1985*, PWN 1988

Année	Nombre d'habitants en millions	Population rurale	Population urbaine
-------	--------------------------------	-------------------	--------------------

1938	34,8	70 %	30%
1946	23,6	68,2 %	31,8 %
1950	24,6	61 %	39 %
1957	28,5	54,4 %	45,6 %
1970	32,6	47,7 %	52,3 %
1980	34,9	45,6 %	54,4 %

On voit très nettement dans ce tableau que la répartition entre population rurale et population urbaine est sensiblement la même entre 1938 et 1946. Ce n'est qu'au fur et à mesure du développement industriel du pays que la proportion de population vivant à la campagne diminue. De 68,2% en 1946, on passe à 45,6% en 1980, en même temps que la population globale augmente d'environ 50 %. L'industrie absorbe donc la totalité de la hausse démographique propre à la ville ainsi qu'une partie de la hausse démographique propre à la campagne.

Néanmoins, la campagne reste très fortement peuplée. Cela ne veut pas dire que tous les gens vivant à la campagne vivent d'agriculture. En effet, on voit se développer une catégorie sociale particulière: les paysans-ouvriers. Au nombre de 610 mille en 1950, ils seront 1 770 mille en 1970. Ce double métier résout partiellement les problèmes économiques des familles vivant sur de minuscules exploitations, mais les paysans-ouvriers ont des conditions de vie très dures, en raison du temps passé dans les transports en commun pour rejoindre leur lieu de travail, ainsi que des horaires imposés dans l'industrie. En parallèle, on voit augmenter le nombre de familles où une personne a des revenus purement agricoles, alors qu'une ou plusieurs personnes ont des revenus non-agricoles. Ainsi, en 1970, 8,7 millions de personnes (soit 26,7% de la population globale) vivait dans ce type de foyers à revenus mixtes. A la même époque, il y avait 6,2 millions de personnes vivant exclusivement de l'agriculture, soit 19% de la population globale. Mais de 1970 à 1980, on voit apparaître une phase de récession économique qui se traduira par la naissance de Solidarité, et aussi par le fait que la population vivant de revenus purement agricoles passera de 19% en 1970 à environ 23% en 1980.

Ainsi se maintiennent les conditions qui empêchent la disparition des très petites exploitations, ce que nous voyons dans le document n° 5 qui rend compte de l'évolution de la structure agraire de 1950 à 1980.

3. Les freins au développement agricole pendant la période communiste

Ils viennent des choix idéologico-politiques qui aboutissent toujours, de façon cyclique, à une explosion sociale, la plupart du temps violemment réprimée par le pouvoir, explosion dont les origines sont dues au fait que la nourriture manque dans les villes.

Pendant la période stalinienne (1948-1956), les communistes voient dans la collectivisation de l'agriculture la solution-miracle. C'est une période où le pouvoir pourchasse le « koulak », de fait un fort modeste agriculteur individuel, par un système d'impôts très lourds pour les paysans qui ont les plus grosses exploitations et par un système de normes de livraisons obligatoires des produits agricoles à très bas prix. Les paysans se défendent par la division de leurs exploitations en unités plus petites. Nous voyons les effets de cette division des propriétés en unités plus petites dans la façon dont évolue la structure agraire de 1950 à 1960 (cf Document n° 5 = comparaison entre 1950 et 1960). En parallèle à la chasse au koulak, il y a une politique agressive d'incitation à la création de coopératives de production (= de kolkhozes), qui ne sont pas acceptées par les paysans et qui fonctionnent mal, car la production des machines agricoles et d'engrais est tout à fait insuffisante.

DOCUMENT N°5

Evolution de la structure agraire sous la période communiste

Source : Bogdan M. Wawrzyniak, *Przemiany struktury agrarnej w rolnictwie polskim*, Włocławskie Towarzystwo Naukowe 2004

Evaluation du nombre d'exploitations privées en milliers

Surface en ha	1950		1960		1970	
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
0,1 - 2	821,3	25,9	1177,6	32,8	1134,9	33,3
2 - 5	991,8	31,3	1091,9	30,4	967,5	28,5
5-10	976,5	31,7	937,7	26,1	886,3	26,1

10-20	339,0	10,7	350,2	9,8	373,4	11,0
20 et +	39,9	1,3	34,7	0,9	36,9	1,1
Total	3 168,5	100,0	3 591,9	100,0	3 339,0	100,0

Surface en ha	1976		1980	
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
0,5-2	923	29,3	868	30,0
2-5	971	30,8	855	29,5
5-10	829	26,4	748	25,8
10-15	291	9,3	282	9,7
15 et +	132	2,8	144	5,0
Total	3146	100,0	2897	100,0

Pendant la période 1956-1970, on renonce aux kolkhozes, et on crée des cercles agricoles dans lesquels les paysans peuvent louer les machines. Mais là aussi, la gestion du parc de machines est désastreuse, le soin apporté aux réparations étant très insuffisant. De plus, la production de machines pour les exploitants un peu plus grands qui auraient besoin de machines individuelles est négligée. Enfin, il y a toujours la pression de la norme des livraisons de produits agricoles à bas prix, qui aboutit au fait que la demande de nourriture de qualité à très bas prix (notamment la viande) croît en ville. Gomułka veut résoudre le problème en décidant une hausse des prix très forte qui ne sera pas acceptée par les ouvriers.

De 1970 à 1980, Gierek, même s'il conduit une politique très favorable aux paysans, ne résout pas mieux le problème de la nourriture des villes : la modernisation du parc de machines aboutit à un endettement catastrophique du pays, incapable de rembourser la dette extérieure autrement que par le moyen de l'exportation des produits agricoles. Ainsi les grèves de juillet 1980 sont dues à une pénurie de nourriture dans les villes, qui sera traitée par le système des tickets de rationnement de la période Jaruzelski.

4. La situation en 2000

La chute du communisme amène un nouvel événement : la disparition des PGR (fermes d'état). Une loi votée en 1991 fait passer les terres des fermes d'état sous l'administration du trésor public et permet la vente de ces terres ou leur location par des

exploitants privés, en privilégiant la possibilité d'agrandir les exploitations existantes ou toute solution évitant un nouvel émiettement.

DOCUMENT N°6 : Evolution après 1989

Source : Bogdan M. Wawrzyniak, *Przemiany struktury agrarnej w rolnictwie polskim*, Wloclawskie Towarzystwo Naukowe, 2004

A) Evaluation du nombre d'exploitations en milliers

Surface en ha	1990		1995		2000	
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
1-2	387,4	17,7	428,0	20,9	447,7	23,8
2-5	750,4	35,1	690,2	33,7	613,2	32,6
5-10	637,1	29,8	546,8	26,7	447,7	23,8
10-15	241,6	11,3	219,1	10,7	186,2	9,9
15 et +	130,4	6,1	163,8	8,0	186,2	9,9
Total	2137,9	100,0	2047,9	100,0	1881,0	100,0

B) Evaluation de la surface des terres cultivées en milliers d'ha

Surface en ha	1990		1995		2000	
	Surface	Pourcentage	Surface	Pourcentage	Surface	Pourcentage
1-2	587	4,3	651	4,6	618,7	4,6
2-5	2 196	16,1	2 199	15,4	2 057,8	15,3
5-10	3 880	28,5	3 713	26,0	3 241,5	24,1
10-15	2 715	20,0	2632	18,5	2 205,8	16,4
15 et +	4 239	31,1	5065	35,5	5 326,2	39,6
Total	13 617	100,0	14 260	100,0	13 450,0	100,0

C) Evaluation du nombre d'exploitations en milliers, avec affinement de l'étude des propriétés de plus de 15 ha

Surface en ha	1996		2002		Evolution en pourcentage (+ -)
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	
1-2	462,4	22,6	517,0	26,4	+3,8
2-5	668,0	32,6	629,8	32,2	-0,4
5-10	521,2	25,4	426,8	21,8	-3,6
10-15	217,4	10,6	182,7	9,3	-1,3
15-30	145,4	7,1	148,2	7,6	+0,5
30-50	19,8	1,0	31,7	1,6	+0,6
50-100	6,0	0,3	12,4	0,6	+0,3

100-500	4,5	0,2	5,8	0,3	+0,1
500-1000	1,4	0,1	1,1	0,1	-
1000 et +	0,7	0,1	0,6	0,1	-
Total	2046,8	100,0	1956,1	100,0	-

La loi permettant la privatisation des fermes d'état ne résout pas les problèmes de régions où il y a une surabondance traditionnelle de très petites exploitations, car c'est justement dans ces régions-là qu'il y avait le moins de fermes d'état. Néanmoins, en lisant le document 6 A, on peut observer depuis 1990 un processus de diminution des petites exploitations et un processus d'augmentation du nombre d'exploitations de plus de 15 ha. Le tableau 6 C qui compare l'état de 1996 à celui de 2002 permet de mieux suivre la façon dont a évolué le nombre d'exploitations dépassant 15 ha.

Actuellement, le nombre de minuscules exploitations de moins de 2ha reste extrêmement important. Mais il faut tempérer cette note pessimiste par l'évaluation de la surface qu'elles occupent. Le document n°6 B permet de voir quelle était la situation en 2000 : seulement 4,6% des terres cultivées appartenant à des exploitations de moins de 2ha contre près de 40% appartenant à des exploitations de plus de 15 ha.

D'autre part, si on examine le document n°7 qui suit, on voit que le phénomène de la très petite exploitation est un phénomène propre à certaines régions : sud de l'ancien royaume du Congrès et ancienne Galicie, qui sur le plan de l'emploi sont actuellement de véritables zones sinistrées. La situation sociale est très problématique dans certaines régions rurales qui souffrent gravement du chômage. Rappelons que sous la période communiste, la population rurale trouvait à s'employer dans l'industrie ou dans les coopératives locales : coopératives de transformation des produits de l'agriculture (minoteries, laiteries, etc..), coopératives commerciales. Or sous l'effet de la privatisation suivie très souvent de la fermeture de ces entreprises à vocation agricole, ces emplois ont connu une chute brutale après 1989 et ne sont guère remplacés par de nouvelles activités. L'évolution de la structure agraire depuis 1989 se double d'une évolution de la répartition de la population entre population rurale et population urbaine. De 45,6 % qu'ils étaient en 1980, les habitants de la campagne sont passés à 38 % aux alentours de 2000. Il y a donc toujours surpopulation de la campagne, surtout si on compare avec la moyenne des états-membres de l'Union Européenne, ce que met en relief le document n°8

DOCUMENT N°7

Source : Bogdan M.Wawrzyniak,ibidem

Surface moyenne des exploitations privées par voïvodie en 2004

Voïvodie	Surface moyenne des exploitations (ha)	Dont surface cultivée (ha)	Classement
Warminsko-mazurskie	17,4	16,0	1
Zachodniopomorskie	14,9	14,1	2
Pomorskie	14,4	12,5	3
Kujawsko-pomorskie	12,3	11,4	4
Podlaskie	12,7	10,7	5
Dolnośląskie	10,9	10,5	6
Wielkopolskie	10,8	10,1	7
Lubuskie	9,4	8,9	8
Opolskie	8,6	8,2	9
Mazowieckie	8,1	7,1	10
Łódzkie	7,1	6,4	11
Lubelskie	7,1	6,2	12
Świętokrzyskie	5,0	4,5	13
Śląskie	4,5	4	14
Podkarpackie	4,0	3,5	15
Małopolskie	3,8	3,2	16
Pologne	8,0	7,1	x

DOCUMENT N°8

D'après K. Gorlach et A. M. Pyrc : *Węzłowe kwestie społeczne wsi polskiej u progu 21-go wieku*, Krakow 2000*Population rurale en pourcentage : état de 2000*

	Population rurale	Familles d'agriculteurs	En activité dans l'agriculture
Pologne	38 %	22,9 %	13%
Moyenne des 15 états-membres de l'UE	26 %	5,3%	2,3%

Une étude sur l'emploi de la population rurale, publiée en 2000 par l'Institut de sociologie de l'Université Jagiellonne, fait apparaître que la population purement agricole se montait à 48% de la population rurale, contre 52% de population rurale ne vivant pas de l'agriculture. Dans la population affectée par le chômage, on trouvait 22,8% de chômeurs dans les foyers agricoles et 77% de chômeurs dans les foyers non-agricoles. Comme les possibilités d'exode rural interne à la Pologne se sont considérablement amenuisées pendant les dernières années 1989-2000, les chômeurs des zones rurales cherchent à s'employer hors des frontières de la Pologne. De nouveaux problèmes sociaux apparaissent dans les régions sinistrées, sous la forme de la dislocation des familles dans lesquelles le mari travaille à l'étranger, certes apporte de l'argent au foyer, mais devient un étranger dans son propre foyer où il ne revient que très rarement.

La solution serait de développer les initiatives locales nouvelles comme celles qu'évoque l'étude de l'UJ : production récente de meubles dans le voïvodie des Montagnes Sainte-Croix, production de tricots dans la campagne du voïvodie de Lodz, ce qui suppose également d'organiser des formations professionnelles pour la population rurale, afin de la rendre apte à s'adapter à ces nouveaux emplois.

CONCLUSION

L'agriculture polonaise démarre donc dans l'Union Européenne avec l'héritage d'un état qui s'est industrialisé beaucoup plus récemment que l'Europe occidentale. Mais c'est une histoire analogue à celle de l'Espagne, ce qui fait qu'on peut parier sur l'inventivité libérée du peuple polonais pour trouver des solutions de développement.

Par ailleurs, on ne peut pas considérer que les régions de Pologne où se concentrent actuellement les très petites parcelles soient des régions agricoles porteuses d'avenir à court terme. Ce sont des régions où la population locale vit actuellement avec des stratégies de survie, et où les solutions ne peuvent venir que de l'implantation de petites entreprises industrielles ou du développement du tourisme en zone rurale. Ce développement des activités touristiques en milieu rural est déjà implanté dans les régions traditionnellement les plus attractives. Mais il reste de nombreuses zones où les séjours peuvent devenir très agréables en raison des charmes du paysage, pour peu qu'on y implante les infrastructures sportives indispensables pour attirer une population urbaine

qui commence à avoir un niveau de vie permettant le développement des résidences secondaires.